

De l'empire britannique au IVème Reich



[Source : valeriebugault.fr]

Par Valérie Bugault

Le globalisme financier, véritable intégrisme commercial, comme origine des Guerres Mondiales d'hier et de demain

I°) Bref rappel du déroulé des séquences historiques depuis les Révolutions du XVIIIème siècle

Du point de vue politique, à partir des velléités impériales d'Olivier Cromwell ([1]1599 – 1658 ; cf. https://www.herodote.net/_Lord_protecteur_et_dictateur_de_fait-synthese-2001.php)), ce qui deviendra l'empire britannique a étendu son emprise sur le monde via le développement du système des banques centrales, du parlementarisme représentatif et du droit anglo-saxon (qui tourne autour des seuls axes commerciaux et maritimes). Il faut immédiatement rappeler que ce « droit anglo-saxon » s'était émancipé du principe de droit continental à partir de 1531 (naissance de l'Église anglicane sous le règne du Roi Henri VIII), transformant sa vocation initiale, qui était d'organiser les conditions de la vie en commun, en « arme de contrôle des populations » aux mains des puissants.

Olivier Cromwell a initié le principe de Commonwealth, sorte de République commerciale universelle rattachée à la Couronne ([2] cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Commonwealth_d%27Angleterre) en utilisant sa boîte à outil faite d'anonymat, d'opacité, de théâtre politique (via le parlementarisme dit représentatif), afin d'établir les ferments de ce qui deviendra (est d'ores et déjà devenu !) l'hégémonie capitaliste et apatride de la haute finance anglo-saxonne. Précisons immédiatement que c'est donc bien le modèle capitaliste hollando-britannique qui s'est imposé, aux dépens du modèle rhénan de la cogestion et de ce qui aurait pu devenir le modèle français de la codécision (la participation).

C'est précisément ce rapport de force politique qui a généré l'obsession des tenanciers économiques à imposer un nouveau modèle impérial appelé « Gouvernement mondial » afin de réduire drastiquement l'humanité et de mettre en esclavage les rares survivants. Cet esclavage prendra la forme de

la fusion des identités biologique et numérique, c'est-à-dire du contrôle des moindres actes et pensées des Hommes, ce qui n'a rien de commun avec toutes les tyrannies que nous avons historiquement connues.

Il est bien ici question de fin de l'humanité en ce qu'un Homme a toujours pu conserver, par définition et quel que soit par ailleurs son statut social, son autonomie de pensée ainsi que sa liberté de discernement et de conscience. Il est ici question de retirer à l'humanité ce qui est sa caractéristique première.

Du point de vue géopolitique, je passerai rapidement sur toutes les étapes intermédiaires suivies par les tenanciers économiques anglo-saxons dans leur longue marche vers l'hégémonie mondiale ; ces étapes, tout à fait décisives, ont consisté à imposer une dialectique mondiale capitalisme/communisme alors qu'ils étaient à l'origine de ces deux idéologies et que ces termes ont été connotés dans le sens que les médias dominants à leur solde se sont ingéniés à imposer dans l'inconscient collectif. Pour clarifier les débats il faut donc préciser deux choses :

- Par « capitalisme », il faut entendre le modèle hollando-britannique, véritable imposture politique, juridique et économique ;
- Par « communisme », il faut entendre un modèle dans lequel les hommes sont empêchés de produire, de vivre librement et dans lequel les richesses sont accaparées par un petit groupe d'apparatchiks/bureaucrates aussi inutiles que néfastes en termes de développement social.

Sans cette domination de l'empire britannique, aussi sournoise qu'impitoyable, il aurait été loisible de considérer d'autres modèles de développement. Ou plutôt nous aurions alors pu élaborer un modèle de développement pérenne, favorable tant au niveau individuel qu'au niveau collectif, alors que le modèle britannique nous menait directement et sans échappatoire possible à une impasse économique, sociale et politique.

En particulier, nous aurions pu développer, sur le modèle de la doctrine sociale de l'Église du XIX^{ème} siècle, un schéma de développement économique dans lequel l'accaparement est rendu impossible et dans lequel la force de travail, tant matérielle qu'immatérielle, a un statut social équivalent à l'apport de capital.

C'est exactement ce modèle que je propose de suivre à nouveau à l'occasion de ma réforme des institutions ([3] <https://valeriebugault.fr/reforme-des-institutions>) : il s'agit de revenir sur la bifurcation du « tout commercial » que nous avons subi, à notre corps défendant depuis la vague de Révolutions colorées survenues au cours du XVIII^{ème} siècle, afin de reprendre le chemin de la Civilisation européenne, duquel nous nous sommes depuis trop longtemps écarté, chemin pavé de justice, de vérité et de recherche d'équilibre.

Au-delà de l'Europe de l'Ouest, véritable base arrière de la domination de la finance britannique, et des autres continents dominés, il s'est produit

l'impensable du côté asiatique. Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, les représentants de la finance apatride issus de l'empire britannique ont commencé à comprendre qu'ils étaient en phase de perdre leur emprise financière, morale et commerciale sur la Chine.

Ces partisans de l'hégémonie globale se sont donc apprêtés, dès cette époque, à livrer un combat à l'empire continental eurasiatique renaissant. L'OTAN a donc déclaré la Chine principale menace. ([4]•<https://www.france24.com/fr/europe/20210614-en-direct-l-otan-ser-re-les-rangs-pour-affronter-les-nouveaux-d%C3%A9fis-face-%C3%A0-moscou-et-p%C3%A9kin> ;
•<https://www.wsws.org/fr/articles/2021/06/16/otch-j16.html> ;
•<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/pekin-accuse-l-otan-d-exagerer-la-menace-chinoise-20210615> ;
•<https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20210615-chine-p%C3%A9kin-r%C3%A9agit-ivement-aux-d%C3%A9clarations-de-l-otan>))

II°) État des lieux de l'aFrance en août 2021

Comme je l'ai déjà maintes et maintes fois expliqué, il se trouve que, depuis le 16 mars 2020, les institutions françaises ont été mises en suspens par Macron, en tant que Chef d'État, chef des armées et représentant du pouvoir exécutif français.

Il en résulte que nos institutions officielles, celles qui sont parties prenantes aux Traités européens, à l'OTAN, à l'OMS, à l'OMC... sont de jure et de facto en cessation d'activité ; nous nous trouvons dans un vide juridique institutionnel dans lequel les fonctions régaliennes sont captées par des instances illégitimes. Officiellement notre pays a disparu des radars du droit international public, les fonctions régaliennes de l'État sont détournées de leur mission pour être mises au service d'un obscur Conseil de Défense sanitaire qui n'a ni base juridique satisfaisante, ni légitimité politique. Nous assistons à un détournement d'État, un abus de droit public international !

Ce détournement des institutions, fait de l'intérieur par le pouvoir en place, n'a été possible que parce que les institutions françaises ne fonctionnaient plus dès avant leur suspension. Ainsi, tout le théâtre politique instauré par le « parlementarisme » dit représentatif apparaît maintenant aux yeux de tous pour ce qu'il est réellement depuis toujours : une imposture politique.

A°) Dès lors, la question qui se pose est : que va-t-il advenir de l'État français ?

La réponse à cette question est binaire : soit la France évolue sur le modèle initié au XVIIIème siècle, et disparaît définitivement en tant qu'entité autonome pendant que les Français sont réduits en esclavage. Soit les Français se montrent capables, comme ils l'ont déjà fait dans leur Histoire, d'un improbable sursaut et arrivent, collectivement, à imposer une

bifurcation institutionnelle et à retrouver la route de leur évolution civilisationnelle sur son modèle millénaire.

La réponse ne peut être que binaire car les deux orientations, radicalement opposées l'une à l'autre, relèvent d'un basculement ou non du rapport des forces sociales et politiques en jeu. Le basculement, s'il a lieu, ne peut qu'être total car les tenants de l'hégémonie financière ne pourront se contenter de partager un pouvoir qu'ils exercent de manière absolue depuis maintenant quelques 250 ans.

B°) Les conséquences géopolitiques de la réponse qui sera apportée à la question de l'avenir institutionnel de la France

Dans l'optique où les forces globalistes emportent le combat institutionnel, nous assisterons, à une revivification des instances européennes fédéralistes ; d'ores et déjà nous connaissons l'EuroGendfor, ([5] Cf. <http://www-pp.gendarmerie.interieur.gouv.fr/Notre-Institution/Nos-missions/Presence-dans-le-monde/La-Force-de-gendarmerie-europeenne-FGE-ou-EuroGendFor>) mais nous allons assister à la naissance de l'Euroforce. ([6] Cf. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Euroforce>) Ces deux forces « européennes » qui resteront rattachées, de loin, à l'OTAN via les Traités européens, seront et sont déjà l'occasion inespérée pour les forces globalistes de légitimer, légaliser et recycler les mercenaires du Stay Behind (Cf. Daniele Ganser « Les armées secrètes de l'OTAN »), qui œuvrent, partout en Europe, sous couverture et qui ne rendent de comptes qu'à leur réel donneur d'ordre, c'est-à-dire les forces financières qui ont pris le contrôle de l'occident. Le statut juridique de ces forces en termes de responsabilité ne sera pas modifié, car elles ne continueront à ne rendre de comptes qu'à la Haute Finance qui contrôle de facto et de jure les instances européennes.

A cela s'ajoute le spectre hautement dangereux d'une fusion de cette Union Européenne renforcée avec l'Intermarium, ([7] [https://fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%A9d%C3%A9ration_Mi%C4%99dzymorze#:~:text=Le%20concept%20de%20l'Union%20de%20l'entre%2Dmers,-Plan%20initial%20\(1919&text=Les%20services%20secrets%20polonais%20%C3%A9tabli%20ssent,%C3%A9dification%20et%20d'%C3%A9mancipation%20nationales](https://fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%A9d%C3%A9ration_Mi%C4%99dzymorze#:~:text=Le%20concept%20de%20l'Union%20de%20l'entre%2Dmers,-Plan%20initial%20(1919&text=Les%20services%20secrets%20polonais%20%C3%A9tabli%20ssent,%C3%A9dification%20et%20d'%C3%A9mancipation%20nationales)))) alors même que cette organisation se revendique officiellement de l'idéologie nazie.

Avec un peu de recul, il est aisé de considérer que l'histoire se répète car les conditions qui ont donné naissance au IIIème Reich se trouvent à nouveau réunies : la toute-puissance de la haute finance (qui via la création de la Banque des Règlements Internationaux avait financé les préparatifs et l'économie de guerre d'Hitler) va ainsi réussir à créer un IV^{ème} Reich, base arrière de leur future guerre contre le bloc Chine-Russie, c'est-à-dire contre le continent eurasiatique en tant que force politique terrestre renaissante (qui pourra donc s'opposer au contrôle absolu, par les puissances globalistes, des voies de commerce maritimes).

III°) Quelques questions à se poser

J'attire votre attention sur plusieurs phénomènes.

A°) Transformation de l'État...

Le premier phénomène est le suivant : pourquoi les dirigeants de l'État ont-ils eux-mêmes, de leur propre chef, mis fin à l'existence juridique de cet État ? Car enfin, l'État peut être contesté, mais alors il s'agit d'une contestation qui ne peut venir des équipes dirigeantes. Or, nous avons assisté à la négation de l'État par ceux-là mêmes qui le dirigeaient sans que ces derniers ne soient en aucune façon gênés par des contre-pouvoirs inexistantes. Ces dirigeants ont donc eu une bonne raison, bien que non avouée, pour mettre fin à cet État... Quelle meilleure raison pouvons-nous imaginer que la transformation de la structure juridique en une structure différente, d'une autre nature ?

En l'occurrence, je vous invite à vous rappeler le tropisme non dissimulé et parfaitement assumé de Macron pour les institutions européennes ainsi que sa volonté avouée et décomplexée de partager notre puissance nucléaire avec l'Allemagne (pays sous le joug des mêmes forces financières dominantes que la France !). Il faut aussi rappeler la récente signature du Traité d'Aix-la-Chapelle, (<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/relations-bilaterales/traite-d-aix-la-chapelle-sur-la-cooperation-et-l-integration-franco-allemandes/> ; <https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/qu-est-ce-que-le-traite-d-aix-la-chapelle/>)) créant la première région européenne.

Or quoi de plus simple que de faire basculer l'État français, qui de facto et de jure n'existe plus (puisque l'équipe en place s'est préalablement assuré de sa disparition), vers cette superstructure a-nationale fédérale et contrôlée par les puissances financières ?

B°) ... Au moyen de la mise en œuvre de la stratégie de la tension par le pouvoir exécutif

Je voudrais également que vous réfléchissiez sur le phénomène récurrent (tellement récurrent que l'on peut maintenant considérer qu'il s'agit d'un mode permanent d'administration des populations), selon lequel le Président (ce qui sert de Président) affirme positivement et publiquement qu'il n'ira jamais contre l'intérêt des Français – par exemple qu'il n'imposera jamais le port du masque généralisé ou qu'il ne rendra jamais obligatoire l'injection expérimentale – avant que le gouvernement ne revienne, quelques semaines plus tard, sur cette affirmation et impose des brimades et des punitions inimaginables dans un État de droit.

- Au passage, j'insiste sur le fait que nous devrions tous nous inquiéter lorsque le Président manifeste publiquement qu'il ne portera pas atteinte à nos intérêts ! Une telle assertion devrait être plus que superfétatoire

tant elle devrait « aller de soi », inutile donc de la préciser. Cette attitude est, en soi, très problématique et devrait nous inviter à interroger ses finalités... –

La dernière brimade en date, sous forme de véritable provocation, faite aux français concerne les forces de l'ordre.

L'équipe au pouvoir avait dans un premier temps assuré que les forces de l'ordre ne feraient pas l'objet d'une injection expérimentale forcée.

Or le 24 août dernier, Darmanin, qui sert de ministre de l'intérieur, vient affirmer que si le taux d'injection volontaire n'augmentait pas significativement parmi les forces de Police, (<https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/gerald-darmanin-n-exclut-pas-la-vaccination-obligatoire-pour-les-policiers-fe408cea-04cf-11ec-bd1d-78bd91918edf>) ces dernières se verraient contraintes à une injection forcée.

[Ndlr : autant au Québec ou au Canada de manière générale qu'en France, dès qu'un gouvernement prétend qu'il ne fera pas telle chose, il nous a démontré depuis au moins un an et demi qu'en fait il le fera certainement.]

Rappelons que la gendarmerie avait reçu sa punition de la contrainte d'injection avant la Police (https://www.liberation.fr/checknews/pourquoi-y-a-t-il-une-obligation-de-vaccination-des-gendarmes-mais-pas-des-policiers-20210820_MFJGS5NB5VAWLMZY2YDLFJLHKU/) puisque nous apprenions le 19 août que les gendarmes devraient tous être injecté avant le 15 septembre. (<https://www.capital.fr/economie-politique/les-gendarmes-seront-bientot-obliges-de-se-vacciner-1412267>)

Auparavant, et dès la loi du 5 août 2021 (extrêmement contestable et néanmoins validée sans état d'âme par le Conseil Constitutionnel) c'était le corps des pompiers qui était contraint à l'injection obligatoire. (<https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/vaccination-obligatoire-chez-les-pompiers-la-decision-semble-le-trouble-9221acf0-f6c0-11eb-ab84-d129375c8939> ; <https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/covid-19-preavis-de-greve-des-pompiers-contre-l-obligation-vaccinale-360b35f0-f50b-11eb-84f6-0f8d2af99516>)

Finalement, on constate que la stratégie de la division n'ayant pas suffi à soulever les Français contre leurs forces de l'ordre et la gendarmerie contre la police, le pouvoir exécutif change de stratégie pour punir tout le monde.

La méthode de gouvernement utilisée n'est pas sans rappeler les techniques utilisées par la CIA pour le contrôle mental (projet MK Ultra) consistant à créer un climat de terreur permanent et généralisé (la crainte du virus) pour

ensuite se montrer partiellement clément et finalement, dans un troisième et dernier temps, punir sévèrement les victimes ciblées. L'objectif de ces manœuvres frauduleuses est de générer sidération, confusion et culpabilisation au sein des populations, de sorte qu'elles deviennent incapables de réactions, que leurs velléités d'auto-défense soient définitivement neutralisées.

Enfin, il faut ajouter pour une vue exhaustive de la situation, que le gouvernement utilise à nouveau la délation comme mode de gouvernement ; ce qui n'est pas sans rappeler les techniques de gestion du peuple français sous occupation nazie([13] <https://t.me/strategika/271>): « Délation 2.0 : La plateforme de la répression des fraudes s'est enrichie d'un nouvel onglet spécial « Covid ». Il est désormais possible de dénoncer son entreprise et le commerçant du coin qui ne se plieraient pas aux injonctions Covidesques d'un simple clic »).

C°) L'objectif recherché par le pouvoir exécutif

Le gouvernement fait monter la pression sociale pour maximiser les chances d'aboutir à un chaos généralisé permettant le passage à l'étape d'après : l'intégration européenne à marche forcée... avec légitimation des mercenaires des armées secrètes de l'OTAN recyclés dans l'Euroforce et l'Eurogendfor (déjà réalisé... ou en cours de réalisation avancée).

N'oublions pas qu'au cours du premier trimestre 2022, la France prend officiellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. L'objectif affiché étant de construire une Europe « plus solidaire et plus souveraine ».[14] <https://www.vie-publique.fr/en-bref/277156-les-enjeux-pour-la-presidence-francaise-du-conseil-de-lue-pour-2022>) Il faut comprendre par là que l'objectif est de renforcer le fédéralisme européen en mettant en œuvre l'imposition commune des entreprises (projet ACCIS de longue date), la probable fédéralisation des dettes d'État (si l'Allemagne joue le jeu...), et les forces de l'ordre fédérales.

L'observateur averti ne peut que s'inquiéter de cette longue « marche », chère au macronisme, vers le IV^{ème} Reich.

Il faut en effet se rappeler l'ascendance nazie des institutions de l'Europe fédérale (née de l'esprit prolifique du juriste Walter Hallstein qui deviendra d'ailleurs le premier président de la Commission Européenne([15] <https://blogs.mediapart.fr/jean-dugenet/blog/250120/walter-hallstein-etait-un-nazi>)), et rappelons que cette Europe a été bâtie par et pour les multinationales : commencée par la CECA, elle s'est poursuivie par la toute-puissance de la BCE, dont aucun personnel n'est élu par quelque peuple que ce soit, tout en se cachant derrière l'apparence de légitimité populaire issue du Parlement européen qui n'a aucune initiative en matière réglementaire et dont le rôle, bon an mal an, se concentre sur le choix des multinationales bénéficiaires des Directives et autres Règlements.

Les intérêts qui gèrent les institutions européennes sont les mêmes que ceux qui se trouvent être à l'origine du Club de Rome (dont la posture eugéniste est revendiqué et assumé), du Bilderberg (ce groupe fut créé par le prince Bernhard des Pays-Bas, ancien nazi, voir à cet égard(<https://guyboulianne.com/2020/02/08/lancien-nazi-le-prince-bernhard-des-pays-bas-fondateur-du-groupe-de-bilderberg/>)); il fut officiellement impliqué, avec la mafia et la loge P2, dans des attentats sous faux drapeaux du Gladio survenus en Italie), et de Davos (outre les activités nazies du père de Klaus Schwab, (<https://changera.blogspot.com/2021/03/le-passe-cache-de-klaus-schwab-et-de-sa.html>)); le site même de Davos ayant hébergé des activités nazies, (<https://www.courrierinternational.com/article/2008/01/17/quand-davos-eta-it-un-nid-nazi>)). Ces intérêts, qui sont à l'origine de la montée nazie ayant aboutie au III^{ème} Reich et à la 2^{nde} Guerre Mondiale, sont dirigés et normés par ceux qui contrôlent la City of London et la Banque des Règlements Internationaux. Ces intérêts sont à nouveau à l'œuvre aujourd'hui pour le renforcement des institutions de « l'Union Européenne » ...

Un pas plus loin, le renforcement du fédéralisme européen sera la porte d'entrée à la fusion de ces instances, dominées par la Haute finance anglo-saxonne, avec l'organisation appelée « Intermarium », (<https://www.iwp.edu/articles/2020/12/23/intermarium-in-the-21st-century/>) laquelle est ouvertement dirigée contre la Russie et revendique officiellement et sans complexe la doctrine et l'idéologie nazie... Le mot d'ordre de l'Intermarium est « Reconquista » ! De quelle « reconquête » peut-il bien s'agir dans le contexte où les pays membres de l'Intermarium n'ont strictement aucun problème d'immigration ?

La France en suspension administrée par l'équipe Macron et sous le contrôle des forces financières globales nous mène donc « En marche » vers le nazisme « toutes tendances » confondues et la destruction de l'Humanité via la 3^{ème} Guerre Mondiale...

IV°) Conclusion

La perspective que la mafia globaliste a concoctée pour nous est la terreur et le génocide intérieurs (via l'arme biologique des prétendus vaccins qui ne sont que des injections expérimentales à vocation génétique), lesquels seront suivie pas une inéluctable guerre mondiale qui verra s'opposer l'UE nazie (sous couverture de l'OTAN et sous la direction et le contrôle des forces de la City) au bloc eurasiatique Chine-Russie et leurs alliés.

Grosso modo les protagonistes de cette ultime guerre contre l'Humanité seront l'empire maritime contre un empire continental renaissant.